











**TRIDEX A.G., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.  
R. C. Luxembourg B 36.871.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2000, vol. 538, fol. 16, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 27 juin 2000.

Pour TRIDEX A.G.  
Société Anonyme Holding  
CREGELUX  
Crédit Général du Luxembourg  
Société Anonyme  
Signature Signature

(33653/029/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2000.

---

**TORCH STRATEGIC, Société Anonyme.**

Siège social: L-1946 Luxembourg, 4, rue Louvigny.  
R. C. Luxembourg B 62.312.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date  
du 9 juin 2000 au siège social à Luxembourg*

...

Après discussion, l'assemblée prend, à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

1. La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué désigné par le Conseil d'Administration, Monsieur Nigel Bailey. La société se trouve engagée par la signature individuelle de Madame Judith James pour les opérations sur les comptes bancaires auprès de la KREDIETBANK LUXEMBOURG S.A. et ceci pour un montant maximal de LUF 300.000 (trois cent mille francs luxembourgeois).

...

Luxembourg, juin 2000.

Pour extrait sincère et conforme  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2000, vol. 538, fol. 14, case 3. – Reçu 500 francs.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

(33650/799/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2000.

---

**VIVIS INVESTMENT HOLDING, Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 70.696.

L'an deux mille, le vingt-six mai.

Par-devant Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange.

S'est réunie l'Assemblée générale extraordinaire de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de VIVIS INVESTMENT HOLDING, constituée suivant acte reçu par Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange, en date du 29 juin 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, N° 728 du 30 septembre 1999. Les statuts de la société ont été modifiés suivant acte reçu par le même notaire en date du 8 octobre 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, N° 989 du 23 décembre 1999.

La séance est ouverte à 12.00 heures sous la présidence de Monsieur Robert Roderich, administrateur de sociétés, demeurant à L-8118 Bridel.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Arlette Juchemes, employée privée, demeurant à L-4662 Differdange.

L'Assemblée élit comme scrutateurs

- 1) Monsieur Luciano Dal Zotto, administrateur de sociétés, demeurant à L-4423 Soleuvre.
- 2) Monsieur Guy Schosseler, administrateur de sociétés, demeurant à L-3409 Dudelange.

Monsieur le Président expose ensuite

I. Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les six mille cinq cents (6.500) actions d'une valeur nominale de cent Euros (100,- EUR) chacune, représentant l'intégralité du capital social de six cent cinquante mille Euros (650.000,- EUR), sont représentées à la présente Assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocations écrites et déclarant avoir pris préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires présents, ainsi que des membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.





V.- La comparante élit domicile au siège de la société.  
 Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.  
 Et après lecture faite et interprétation donnée dans une langue connue du comparant agissant ès dite qualité, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec Nous Notaire.  
 Signé: P. Lentz, T. Metzler.  
 Enregistré à Luxembourg, le 19 juin 2000, vol. 124S, fol. 84, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
 Luxembourg-Bonnevoie, le 26 juin 2000. T. Metzler.  
 (33694/222/52) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2000.

**ARIANNA & PENELOPE, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.  
 R. C. Luxembourg B 72.999.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2000.  
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
 Luxembourg-Bonnevoie, le 26 juin 2000. T. Metzler.  
 (33695/222/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2000.

**VARENNE HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.  
 R. C. Luxembourg B 52.667.

—

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2000, vol. 538, fol. 15, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2000.  
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Pour le Conseil d'Administration  
 Signature

(33658/535/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2000.

**ASTON S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.  
 R. C. Luxembourg B 51.114.

—

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2000, vol. 538, fol. 24, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2000.  
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
 (33696/677/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2000.

**ASTON S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.  
 R. C. Luxembourg B 51.114.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 13 juin 2000 que l'assemblée a confirmé le mandat d'administrateur-délégué de Monsieur Jacky Fleschen.

Pour extrait sincère et conforme.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2000, vol. 538, fol. 24, case 10. – Reçu 500 francs.  
Le Receveur (signé): J. Muller.  
 (33697/677/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2000.

**AL ALAMIYAH S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.  
 R. C. Luxembourg B 40.531.

—

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 20 juin 2000, vol. 537, fol. 100, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
 (33691/279/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2000.

**AGRATI HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3, rue Jean Piret.  
R. C. Luxembourg B 31.747.

—  
*Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 14 juin 2000*

- Monsieur Alex Schmitt est nommé président du Conseil d'Administration.

Pour extrait sincère et conforme  
AGRATI HOLDING S.A.  
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2000, vol. 538, fol. 23, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(33690/788/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2000.

---

**ANGLOTEX S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.  
R. C. Luxembourg B 61.026.

—  
Il résulte d'une résolution écrite du Conseil d'Administration datée du 16 juin 2000 que M. Dario Colombo a été nommé administrateur-délégué avec pouvoir d'engager la société par sa seule signature.

Pour extrait conforme  
SANNE & Cie, S.à r.l.  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 22 juin 2000, vol. 538, fol. 9, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(33693/521/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2000.

---

**BASEUROPA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 32, rue A. Neyen.  
R. C. Luxembourg B 32.685.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 1999, enregistrés à Luxembourg, le 27 juin 2000, vol. 538, fol. 22, case 7, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 28 juin 2000.

BASEUROPA S.A.  
Signature

(33698/545/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2000.

---

**BASEUROPA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.  
R. C. Luxembourg B 32.685.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 24 mars 2000*

PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg est nommée commissaire aux comptes pour une période d'un an. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de l'an 2001.

Le siège social est transféré au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme  
BASEUROPA S.A.  
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2000, vol. 538, fol. 22, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(33699/545/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2000.

---

**ARROBA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.  
R. C. Luxembourg B 63.384.

—  
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 28 juin 2000, vol. 538, fol. 25, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 28 juin 2000.

V. Demeuse  
Administrateur

(34030/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2000.

---

**TOUR-FORET S.A., Société Anonyme.**  
Registered office: Luxembourg, 25, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 11.824.

---

In the year two thousand, the 26th April.  
In front of Gérard Lecuit, notary residing in Hesperange.

Was held an Extraordinary General Meeting (hereafter the «Meeting») of the Shareholders of TOUR-FORET S.A., a public limited liability company, with registered offices at 25, boulevard Royal in Luxembourg, registered with the Trade and companies Registry of Luxembourg under the number B 11 824 (hereafter the «Company»), incorporated pursuant to a deed of André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary, residing in Luxembourg of February 15, 1974, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, N° 83 of April 16, 1974.

The Meeting was opened at 10 a.m. with Jean-François Bouchoms, lawyer, residing in Luxembourg, as President, who thereafter appointed Gérald Origer, lawyer, residing in Luxembourg, as Secretary.

The Meeting elects Annette Brewer, lawyer, residing in Hettange-Grande, as Scrutineer (the Chairman, the Secretary and the Scutineer being collectively referred to hereafter as the «Bureau»).

The Bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and the notary record that:

I. That the agenda of the Meeting is as follows:

1. dissolution and voluntary liquidation (liquidation volontaire) of the Company;
2. appointment of Jean-Marc Faber, chartered accountant residing in Luxembourg, as liquidator (hereafter the «Liquidator») in relation to the voluntary liquidation of the Company;
3. determination of the powers to be granted to the Liquidator and determination of the liquidation procedure, by attributing to the Liquidator all the powers set out in articles 144 et seq. of the Luxembourg law on commercial companies of 10th August, 1915, as amended (the «Law») and, in particular, to entitle the Liquidator to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the general meeting of shareholders and to allow the Liquidator, under his sole responsibility, to delegate his powers, for specific operations or tasks, to one or several persons or entities;
4. instruction to the Liquidator to realise, on the best possible terms and for the best possible consideration, all the assets of the Company and to pay all debts of the Company; and
5. confirmation that the Liquidator is not entitled to compensation.

II. That the Meeting has been convened by means of convening notices with the agenda published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 232 of 27 March 2000 and N° 275 of 11 April 2000, by way of convening notices published in the Luxemburger Wort on 15 March 2000 and 11 April 2000 and by way of convening notices published in the Lëtzebuurger Journal on 15 March 2000 and 11 April 2000.

A copy of the relevant convening notices is evidenced to the members of the Bureau.

III. That the shareholders present or represented and the number of shares held by them are indicated on an attendance list, duly signed by the members of the Bureau and which will be annexed to the present deed, after having been signed ne varietur by the appearing parties and the notary to be filed with the registration authorities.

The proxies from the shareholders will also remain attached hereto, after having been signed ne varietur by the members of the Bureau and the notary.

IV. That shall the Meeting shall gather at least one half of the share capital to validly deliberate.

V. That it results from the attendance list that 74,994 (seventy-four thousand nine hundred and ninety-four) shares, having a nominal value of USD 50 (fifty United States Dollars) per share, out of a total of 75,000 (seventy-five thousand) issued shares, are represented and consequently that at least one half of the share capital is represented at the present Meeting.

VI. After deliberation, the Meeting passes by a unanimous vote the following resolutions:

*First resolution*

The meeting resolves to dissolve and liquidate (on a voluntary basis) the Company.

*Second resolution*

The meeting resolves to appoint Jean-Marc Faber, chartered accountant residing in Luxembourg, as liquidator (hereafter the «Liquidator») in relation to the voluntary liquidation of the Company. The Liquidator is empowered to do everything which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

*Third resolution*

The meeting resolves to confer to the Liquidator the powers set out in articles 144 et seq. of the Law.

The Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the general meeting of shareholders. The Liquidator may, under his sole responsibility, delegate some of his powers, for especially defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Liquidator shall be authorised to make advance payments of the liquidation surplus to the shareholders of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

*Fourth resolution*

The meeting resolves to instruct the Liquidator to realise, on the best possible terms and for the best possible consideration, all the assets of the Company and to pay all the debts of the Company.







**DIAJEWEL S.A., Société Anonyme.**  
Registered office: L-2189 Luxembourg, 4, rue J. Monnet.

---

STATUTES

In the year two thousand, on the twelfth day of May.  
Before us Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem (Luxembourg).

There appeared:

1) MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., a company organized under the laws of Luxembourg, having its registered office in L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet,  
here represented by:

- Mrs Marjolijne Droogleever Fortuyn, employee, residing in Luxembourg, acting in her capacity as director of the said company,

- Mr Marco Dijkerman, employee, residing in Luxembourg, acting in his capacity as director of the said company, both validly authorised to engage the before mentioned company by their joint signature.

2) MANACOR NOMINEES (JERSEY) LIMITED, a company organized under the laws of Channel Islands, having its registered office at 8, Hill Street, P.O. Box 255, St. Helier, Jersey, Channel Islands,

represented by MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., prementioned, the latter one represented by:

- Mrs Marjolijne Droogleever Fortuyn, prenamed;

- Mr Marco Dijkerman, prenamed,

by virtue of a proxy given in St. Helier, Jersey, Channel Islands, on May, 11, 2000.

The prenamed proxy, being signed ne varietur by the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be registered with it.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the Articles of Incorporation of a corporation which they form between themselves:

**Art. 1. Form, name.**

There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued a corporation in the form of a société anonyme, under the name of DIAJEWEL S.A. (the «Corporation»).

**Art. 2. Duration.**

The Corporation is established for an indefinite duration. The Corporation may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation as prescribed in Article 18 hereof.

**Art. 3. Object.**

The objects of the Corporation are to hold participation in any form whatsoever in companies in Luxembourg or abroad and carry out the business of lending institution and financier to affiliated or related group companies, either directly or through one or more branches of the Corporation established in such places as the directors may determine from time to time, and in furtherance thereof to (i) grant, extend or otherwise make available or provide to any such company any advance, credit facility, loan or other form of credit or financial accommodation (including, without limitation, any guarantee, indemnity or other form of assurance to third parties in respect of any indebtedness, liabilities or obligations of such company to third parties), and (ii) invest by way of debt (or the purchase of debt) in any manner whatsoever in any such company (including, without limitation, purchase or otherwise acquire any negotiable or non-negotiable instrument, bond, debenture, note or other debt obligation issued by such company or any loan, whether secured or unsecured, made by any other person to such company and the security therefor) (iii) to hold shares or other investments in any form whatsoever in any companies, whether domestic or foreign, and (iv) to carry on any other business and do such other acts which may seem capable of being conveniently carried on in connection with any of these objects, or calculated, directly or indirectly to enhance the value of, or facilitate the realisation of, or render profitable any of the property or rights of the Corporation and to do all such things as are incidental or conducive to the attainment of any of these objects.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

**Art. 4. Registered office.**

The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City. The registered office may be transferred within the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the board of directors. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary, political, economic, or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

**Art. 5. Capital - Shares and share certificates**

The subscribed capital of the Corporation is set at three million five hundred thousand United States dollars (USD 3,500,000.-), divided into three thousand five hundred (3,500) shares with a par value of one thousand United States dollars (USD 1,000.-) per share.

The shares will be in the form of registered or in the form of bearer shares, at the option of the shareholders.

The Company may also issue multiple share certificates. The Corporation shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders as the full owner of such shares.

Certificates stating such inscription shall be delivered to the shareholder. Transfer of registered shares shall be effected by a declaration of transfer inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefor. Transfer may also be effected by delivering the certificate representing the share to the Corporation, duly endorsed to the transferee.

The Corporation may redeem its own shares within the limits set forth by law.

For the period foreseen here below, the authorized capital is fixed at ten million United States dollars (USD 10,000,000.-) to be divided into ten thousand (10,000) shares with a par value of one thousand United States dollars (USD 1,000.-) per share.

Furthermore, the board of directors is authorized, during a period ending five years after the date of publication of the articles of association in the Mémorial C, to increase in one or several times the subscribed capital, within the limits of the authorized capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, to be paid up in cash, by contribution in kind, by compensation with uncontested, current and immediately exercisable claims against the company, or even by incorporation of profits brought forward, of available reserves or issue premiums, or by conversion of bonds in shares as mentioned below.

The board of directors is especially authorized to proceed to such issues without reserving to the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article is, as a consequence, to be adjusted to this amendment.

#### **Art. 6. Increase of capital.**

The subscribed and the authorised capital of the Corporation may be increased or reduced by decision of the general meeting of shareholders subject to the conditions required for amendment of the articles of incorporation as set out in article 19 hereof.

#### **Art. 7. Meetings of shareholders - General.**

Any regularly constituted meeting of shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by fax or telegram or telex.

Except as otherwise required by law or by these articles of incorporation, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

#### **Art. 8. Annual general meeting of shareholders.**

The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Corporation, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the 22nd day in the month of May at 3.00 p.m. and for the first time in the year 2001.

If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement by unanimous resolution of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

#### **Art. 9. Board of directors.**

The Corporation shall be managed by a board of directors composed of at least three members who need not be shareholders of the Corporation.

The directors shall be elected annually by the shareholders at their annual meeting for a maximum period of one year and shall hold office until their successors are so elected.

A director may be removed with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors shall elect, by unanimous vote of such remaining directors, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

#### **Art. 10. Procedures of meeting of the board.**

The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman or two directors at such place in Luxembourg as is indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint a chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meetings. This notice may be waived by the consent in writing or by fax or telegram or telex of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by fax or telegram or telex another director as his proxy. Any director may participate in a meeting of the board of directors or any committee thereof by means of conference telephone or other telecommunications equipment by means of which all persons participating in the meeting can hear each other and such participation in a meeting shall constitute presence in person at the meeting. At least one of the directors participating in the meeting shall be present in Luxembourg at the time of such meeting who shall initiate the telecommunication, and the location of such a telephonic meeting shall be deemed to be in Luxembourg. The resolutions passed by the directors at such a meeting shall be effective immediately but shall be confirmed in writing, signed by each of the directors who participated in the meeting, within a reasonable time after the date of such meeting.

Circular resolutions in writing signed by all of the directors shall be as valid and effectual as soon as all signatures have been obtained for all purposes as a resolution of the directors passed at a meeting duly convened held and constituted and may consist of several instruments in the like form each executed by one or more of the directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors. Except as otherwise provided in these articles of incorporation, decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at a duly convened meeting at which a quorum is present or represented at such meeting.

In the event that any director or officer of the Corporation may have any personal interest in any transaction of the Corporation (other than that arising by virtue of serving as a director, officer or employee in the other contracting party), such director or officer shall make known to the board of directors such personal interest and shall not consider, or vote on such transactions, and such directors or officers interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

#### **Art. 11. Minutes of meetings of the board.**

The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two directors.

#### **Art. 12. Powers of the board.**

The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Corporation's interests. All powers not expressly reserved by law or by the present articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Corporation and the representation of the Corporation for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of shareholders, to any member or members of the board who may constitute committees deliberating under such terms as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

The first person(s) to whom the daily management of the company is delegated to, may be elected at the first general meeting of shareholders.

#### **Art. 13. Binding signatures.**

Towards third parties, the company is in all circumstances bound either by the joint signatures of two directors or by the individual signature of the delegate of the board acting within the limits of his powers.

#### **Art. 14. Indemnification.**

The directors, officers, employees and agents of the Company shall be indemnified by the Corporation against liability and related expenses in connection with any claim brought against such person by reason of his having been such Director, officer, employee or agent, provided that no indemnity shall be provided against liability to the Corporation or its members by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of duties or with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated not to have acted in good faith in the reasonable belief that his action was in the best interest of the Corporation.

#### **Art. 15. Statutory Auditor.**

The operations of the Corporation shall be supervised by a statutory auditor who need not be a shareholder. The statutory auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders.

The first statutory auditor shall be elected by the general meeting of shareholders immediately following the formation of the Corporation and shall remain in office until the next annual general meeting of shareholders.

The statutory auditor in office may be removed at any time by the shareholders with or without cause.

**Art. 16. Accounting year.**

The accounting year of the Corporation shall begin on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of the same year, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of the formation of the Corporation and shall terminate on the 31st of December 2000.

**Art. 17. Appropriation of profits.**

From the annual net profits of the Corporation, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such surplus reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Corporation.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may, without ever exceeding the amounts proposed by the board of directors, declare dividends from time to time.

Interim dividends may be distributed, subject to the conditions laid down by law, upon decision of the board of directors.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the board of directors and may be paid at such places and times as may be determined by the board of directors.

The board of directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment. A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Corporation.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Corporation on behalf of holders of shares.

**Art. 18. Dissolution and liquidation.**

In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation, as well as an eventual plan of distribution or liquidation.

**Art. 19. Amendment of Articles.**

These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

**Art. 20. Governing law.**

All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on Commercial companies as amended.

*Subscriptions*

The shares have been subscribed at par as follows:

Subscribers	Number of shares	Payment
1) MANACOR (LUXEMBOURG) SA. prenamed	3,400	USD 3,400,000.-
2) MANACOR NOMINEES JERSEY LIMITED, prenamed	100	USD 100,000.-
Total:	3,500	USD 3,500,000.-

The shares have been paid up to the extent of one hundred per cent by payment in cash, evidence of which was given to the undersigned notary.

*Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Corporation as a result of its formation are estimated at approximately one million seven hundred thousand Luxembourg francs.

*Valuation*

For the purposes of registration, the subscribed capital in the amount of three million five hundred United States dollars (USD 3,500,000.-) is valued at one hundred fifty-six million eight hundred eighty-one thousand five hundred and fifty Luxembourg francs (156,881,550.-).

*Statements*

The undersigned notary acknowledges that the conditions required by article 26 of the law of tenth August nineteen hundred and fifteen on commercial companies have been observed.

*Extraordinary general meeting*

The above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as having received due notice, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote.

*First resolution*

The following persons are appointed directors for a period ending with the next annual general meeting:

a) MANACOR (LUXEMBOURG) S.A., a company existing under Luxembourg law and having its registered office in L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

b) FIDES (LUXEMBOURG) S.A., a company existing under Luxembourg law and having its registered office in L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

c) MUTUA (LUXEMBOURG) S.A., a company existing under Luxembourg law and having its registered office in L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

The company MANACOR (LUXEMBOURG) S.A. is designated the first chairman of the Board of Directors.





Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable bancaire suivant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

#### **Art. 9. Conseil d'administration.**

La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins qui n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les administrateurs seront élus annuellement par les actionnaires lors de la tenue de l'assemblée générale pour une période maximale d'une année et resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus.

Tout administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants pourront élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir provisoirement les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

#### **Art. 10. Procédures des réunions du conseil.**

Le conseil d'administration pourra choisir parmi ses membres un président et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui aura comme fonction de dresser les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration ainsi que des assemblées des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président du conseil d'administration présidera les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration, mais en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration désignera à la majorité un président pro tempore pour ces assemblées et réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il peut être renoncé à cette convocation moyennant l'assentiment par écrit ou par télécopie, télégramme ou télex de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et à un endroit déterminé dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra agir lors de toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par télécopie, télégramme ou télex un autre administrateur comme son représentant. Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration ou d'un comité de ce dernier par voie de conférence téléphonique ou toute autre instrument de télécommunications par lequel toutes les personnes qui participent à la réunion peuvent s'entendre et une telle participation à une réunion constitue une présence en personne à une telle réunion. Au moins un des administrateurs participant à la réunion devra être présent à Luxembourg au moment de la réunion. Cet administrateur sera à l'initiative de la télécommunication, et la localisation d'une telle réunion téléphonique est censée être à Luxembourg. Les résolutions prises par les administrateurs lors d'une telle réunion seront immédiatement effectives mais seront confirmées par écrit, signées par chacun des administrateurs qui ont participé à la réunion, endéans un délai raisonnable après la date de la réunion.

Des résolutions circulaires en écrit, signées par tous les administrateurs, seront également valables et effectives aussitôt que toutes les signatures ont été obtenues pour tous les besoins, de la même manière qu'une résolution du conseil passée à une réunion dûment convoquée, tenue et constituée, et peuvent résulter de plusieurs documents identiques chacun signé par un ou plusieurs des administrateurs.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration. Sauf dispositions contraires des présents statuts, les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à la réunion dûment convoquée à laquelle le quorum est présent ou représenté à telle réunion.

Au cas où un administrateur ou fondé de pouvoir de la Société aurait un intérêt personnel dans une affaire de la Société (autrement qu'un intérêt existant en raison de sa qualité d'administrateur ou fondé de pouvoir ou employé de l'autre partie contractante) cet administrateur ou fondé de pouvoir devra informer le conseil d'administration de son intérêt personnel et il ne délibérera, ni ne prendra part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de pareil administrateur à la prochaine assemblée des actionnaires.

#### **Art. 11. Procès-verbaux des réunions du Conseil.**

Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou par le président pro tempore qui aura assumé la présidence lors de cette réunion.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président, par le secrétaire ou par deux administrateurs.

#### **Art. 12. Pouvoirs du conseil.**

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale par la loi ou par les présents statuts sont de la compétence du conseil d'administration.















**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 3.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet toutes opérations commerciales se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise luxembourgeoise ou étrangère se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations sans avoir à respecter les limites de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, participer à la création, au développement et au contrôle de toutes entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange, accorder tous concours, prêts, avances ou garanties à toute société dans laquelle elle dispose d'un intérêt direct ou indirect.

Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés ou non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens et le placement et la gestion de ses liquidités.

En général, la société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à soixante-dix mille euros (70.000,- EUR), représenté par sept mille (7.000) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

#### *Capital autorisé*

Le capital social de la société pourra être porté de son montant actuel à un million d'euros (1.000.000,- EUR), par la création et l'émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Le Conseil d'Administration est autorisé à et mandaté pour:

- réaliser cette augmentation de capital, en une seule fois ou par tranches successives, par émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital;

- fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives; le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles;

- supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission des actions nouvelles à émettre dans le cadre du capital social autorisé.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui, d'ici là, n'auront pas été émises par le Conseil d'Administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

#### **Administration - Surveillance.**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

**Art. 8.** Le Conseil d'Administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée; le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopie, ou par tout autre moyen de télécommunication informatique, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopie, ou par tout autre moyen de télécommunication informatique.















In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

**Art. 10.** The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside all meeting of shareholders and of the board of directors, but in his absence, the shareholders or the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to the directors twenty-four hours at least in advance of the date foreseen for the meeting except in case of emergency in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another director as his proxy. A director may represent more than one of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of directors can deliberate or act validity only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors.

Circular resolutions of the board of directors shall be validly taken if approved in writing by all of the directors. Such approval may be expressed in a single or in several separate documents which together shall form the circular resolution.

**Art. 11.** The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two directors. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two directors.

**Art. 12.** The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the corporation's interests. All powers not expressly reserved by law to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The daily management of the corporation, as well as the representation of the corporation in relation with this management, shall be delegated according to article sixty of the Law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, to one or more directors, officers, or other agents, who need not to be directors, shareholder(s) or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors is submitted to prior authorisation of the general meeting of shareholders.

The corporation may also grant special powers by proxy.

**Art. 13.** The corporation will be bound by the joint signature of three directors or the sole signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the board of directors.

#### **V.- Supervision of the corporation**

**Art. 14.** The operations of the corporation shall be supervised by one or several statutory auditors, which may be shareholders or not. The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditors and shall determine their number, remuneration and term of office, which may not exceed six years.

#### **VI.- Accounting year, Balance**

**Art. 15.** The accounting year of the corporation shall begin on January first of each year and shall terminate on December thirty-first of the same year.

**Art. 16.** From the annual net profits of the corporation, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the corporation as stated in article 5 hereof.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

Interim dividends may be distributed by observing the terms and conditions provided for by law.

#### **VII.- Liquidation**

**Art. 17.** In the event of dissolution of the corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

#### **VIII.- Amendment of the articles of incorporation**

**Art. 18.** The present Articles of Incorporation may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the conditions of quorum and majority determined in article 67-1 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.





**Art. 8.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le deuxième jeudi du mois de mai de chaque année à 16.00 heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

#### IV.- Conseil d'administration

**Art. 9.** La société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la société. Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. La durée du mandat d'administrateur est de six ans au maximum.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif ou être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants pourront élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir provisoirement les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

**Art. 10.** Le conseil d'administration choisira en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être renoncé à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence personnelle à une telle réunion.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Des résolutions du conseil d'administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont approuvées par écrit par tous les administrateurs. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés qui ensemble formeront la résolution circulaire.

**Art. 11.** Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs.

**Art. 12.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la société. Tous pouvoirs que la loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

La gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article soixante de la loi modifiée du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant















36384

**ANTILOPE HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 54.848.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 22 juin 2000, vol. 538, fol. 9, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juin 2000.

Pour ordre  
ANTILOPE HOLDING S.A.  
Signature

(34029/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juin 2000.

---

**AXA ASSURANCES LUXEMBOURG, Société Anonyme.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 7, rue de la Chapelle.  
R. C. Luxembourg B 53.466.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 mars 2000

En date du 31 mars 2000, l'Assemblée Générale Ordinaire a nommé comme nouvel administrateur Monsieur Jean-Pierre Fraas, Administrateur-délégué de la BANQUE IPPA & ASSOCIES, demeurant à L-7349 Heisdorf, 25, rue Henri de Stein, dont le mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'an 2003.

Luxembourg, le 31 mars 2000.

Pour extrait sincère et conforme  
G. Blampain  
Administrateur-délégué  
Directeur général

Enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2000, vol. 538, fol. 20, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(34032/000/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2000.

---

**BALTIMORE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.  
R. C. Luxembourg B 65.948.

Assemblée générale extraordinaire du 28 juin 2000

L'an deux mille, le vingt-huit juin, s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme BALTIMORE S.A., avec siège social à Luxembourg, 3, rue de la Chapelle, constituée suivant acte reçu par Maître Alphonse Lentz, de résidence à Remich, en date du 6 août 1998, publié au Mémorial C, n° 796 en date du 30 octobre 1998, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65.948, laquelle a pris, à l'unanimité des voix, la résolution unique suivante:

*Résolution*

Faisant suite à la création en date du 9 décembre 1999 de la succursale dénommée TRADASC, avec siège au 38, route d'Arlon à L-8410 Steinfort, il est procédé ce jour à la nomination de Monsieur Max Baudts, demeurant à Plasstraat, 6/A à B-1860 Meise (Belgique), au poste de directeur général. Il pourra engager ladite TRADASC par sa seule signature, sans limitation de pouvoir.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Signature  
Le rapporteur

Enregistré à Luxembourg, le 28 juin 2000, vol. 538, fol. 30, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(34035/000/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2000.

---